



Cabinet FSL



Actualisation du baromètre de la fiscalité locale des entreprises

Janvier 2018 – étude sur la période 2013 à 2016



1. Rappel de la démarche
2. Les taxes prises en compte dans le baromètre de la fiscalité locale des entreprises
3. Principaux résultats au niveau national
4. Conclusions et perspectives
5. Annexes

Rappel de la démarche et continuité avec les éditions précédentes

Il s'agit de la **troisième édition** du baromètre de la fiscalité locale des entreprises au niveau national.

Cette édition décline les résultats de l'analyse de l'impact de la fiscalité locale des entreprises pour les **échelons national, régionaux, départementaux mais également les métropoles** et intègre les résultats de certains EPCI en ayant fait la demande.

Elle permet de **compléter la vision chronologique** de l'évolution du montant de fiscalité locale des entreprises aux différents échelons, et met en avant les **principaux indicateurs** relatifs à cette fiscalité :

- **Évolution du montant** global de fiscalité locale des entreprises
- **Fiscalité par salarié** et son évolution
- **Poids de la fiscalité des taxes assises sur valeurs locatives**, sur lesquelles les collectivités ont la main en fixant les taux d'imposition, et taux moyen pratiqué sur ces valeurs locatives
- **Poids de la CVAE**, principale taxe économique
- **Impact du versement transport** perçu uniquement sur les territoires des Autorités Organisatrices de Transports (AOT)

1. Rappel de la démarche
2. Les taxes prises en compte dans le baromètre de la fiscalité locale des entreprises
3. Principaux résultats au niveau national
4. Conclusions et perspectives
5. Annexes

Les différentes taxes prises en compte

		Commune	EPCI	Département	Région	Commentaires
Contribution économique territoriale (CET)	Taxe foncière sur les propriétés bâties, non bâties (TFPB/TFNB)	Revenu cadastral x taux d'imposition (fixé par les collectivités locales)				
		Fonction du taux	Fonction du taux	Fonction du taux		
	Cotisation foncière des entreprises (CFE)	Valeur locative x taux municipal ou taux EPCI				Recouvré par l'Etat puis répartie
	Cotisation sur la valeur ajoutée (CVAE)	Taux national (fonction du chiffre d'affaire) x VA				
		26,5 %		23,5 % (péréquation)	50 % (péréquation)	
	Taxe d'enlèvement sur les ordures ménagères (TEOM)	Commune ou EPCI (voire syndicat de communes)				Pour toute propriété soumise à taxe foncière
	Taxe spéciale sur les surfaces commerciales (TASCOM)	Commune ou EPCI				surface de vente > 400 m ² <u>et</u> CA HT > 460 000 €
	Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseau (IFER)	Répartition (% variable selon les rubriques de l'IFER)				Ciblée sur les entreprises de réseau

La taxe **versement transport** fait l'objet d'un focus à part.

Versement de transport (VT)	Le versement de transport est perçu par l'Autorité Organisatrice des Transports (AOT) compétente sur le territoire : il peut s'agit d'une commune, d'une intercommunalité, d'un syndicat mixte, d'un département, d'une région... Masse salariale * taux AOT sur la commune (s'applique uniquement aux entreprises de plus de 11 salariés. Jusqu'à 2015 le VT s'appliquait aux entreprises de plus de 9 salariés)	Recouvré par l'AOT
--------------------------------------	--	--------------------

Les taxes non prises en compte dans le baromètre

D'autres taxes locales ne sont pas prises en compte dans l'analyse, soit que leur poids est marginal, soit que leur champ d'application est ciblé (ou non récurrent), soit encore que les données ne sont pas disponibles.

Ne sont ainsi pas prises en compte :

- la **taxe locale sur les enseignes et publicités extérieures** (TLPE)
- les **taxes pour frais de chambres consulaires**
- la **taxe d'aménagement**
- les **taxes indirectes** (TIPP, TFCA, ...)
- les **droits de mutation**
- la **taxe d'apprentissage** (pour les régions)
- la **taxe sur les locaux à usage de bureaux** (en Ile-de-France). En 2015, elle s'élevait à 800 millions d'euros, soit un surplus de 175 €/salarié en moyenne sur l'Ile-de-France.

1. Rappel de la démarche
2. Les taxes prises en compte dans le baromètre de la fiscalité locale des entreprises
3. Principaux résultats au niveau national
4. Conclusions et perspectives
5. Annexes

La fiscalité locale des entreprises représente plus de 47 milliards d'euros en 2016

47,2 mds €

Montant de la fiscalité locale des entreprises en France, y compris le Versement Transport (fin 2016)

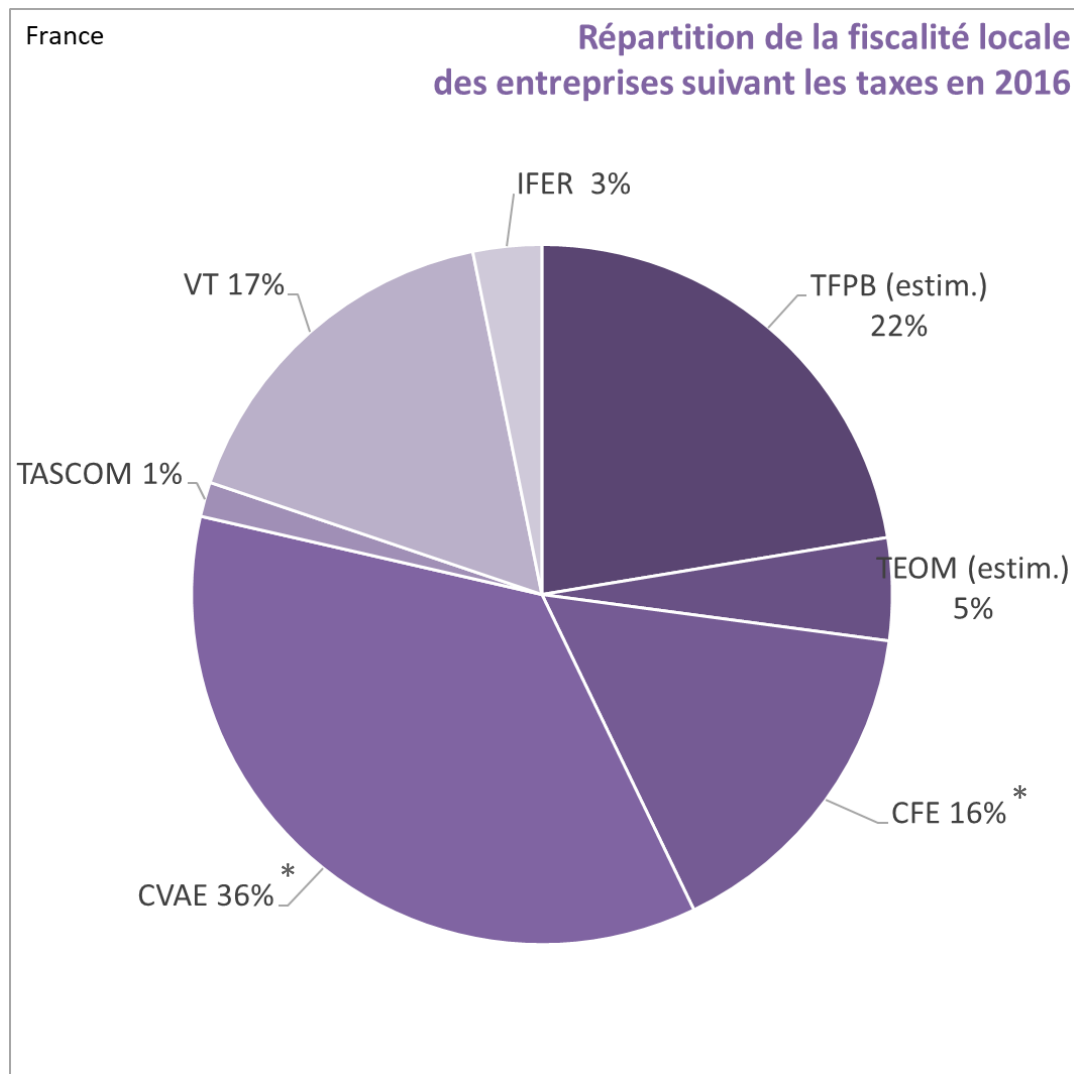
**Evolution :
+ 2,6 % en 2016**

Le montant de fiscalité locale des entreprises inclut un montant de 5,6 milliards d'euros de dégrèvement barémique et plafonnement de la CET, perçu par les collectivités mais versé par l'Etat.

39,3 mds €

Montant de la fiscalité locale des entreprises en France, hors VT (fin 2016)

**Evolution :
+ 2,5 % en 2016**



* yc dégrèvements de 5,6 milliards d'euros : CVAE dégrèvement barémique, CET plafonnement valeur ajoutée (source : OFL 2017)

La fiscalité locale des entreprises pèse toujours davantage que l'impôt sur les sociétés

81,4 milliards d'euros

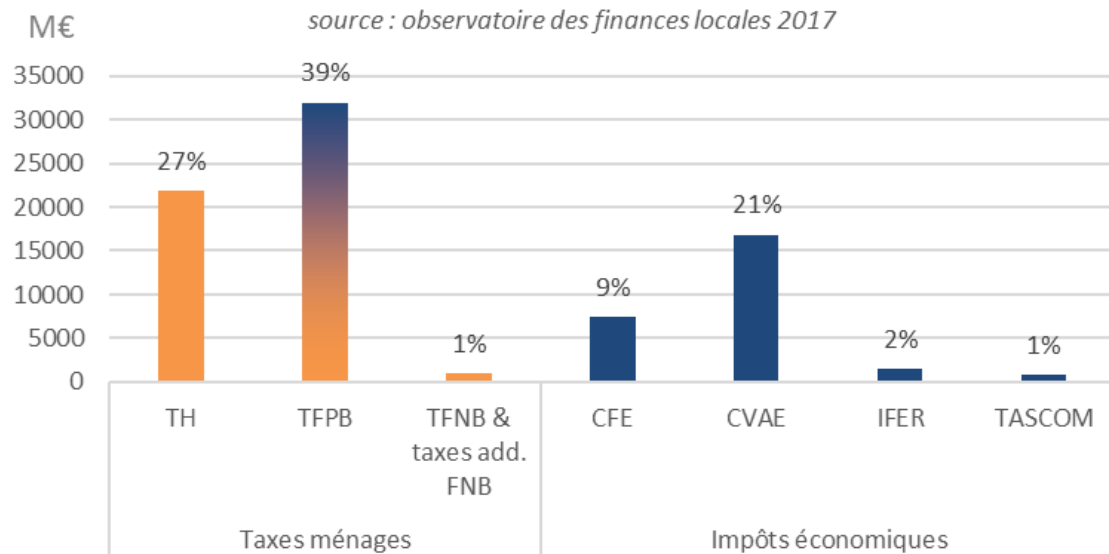
Fiscalité locale des ménages et des entreprises en 2016, perçus par le secteur communal (communes et EPCI), les départements et les régions

39,3 milliards d'euros

**Fiscalité locale des entreprises en 2016
+ 7,9 Mds € de versement transport**

Poids des différentes taxes locales en 2016

source : observatoire des finances locales 2017

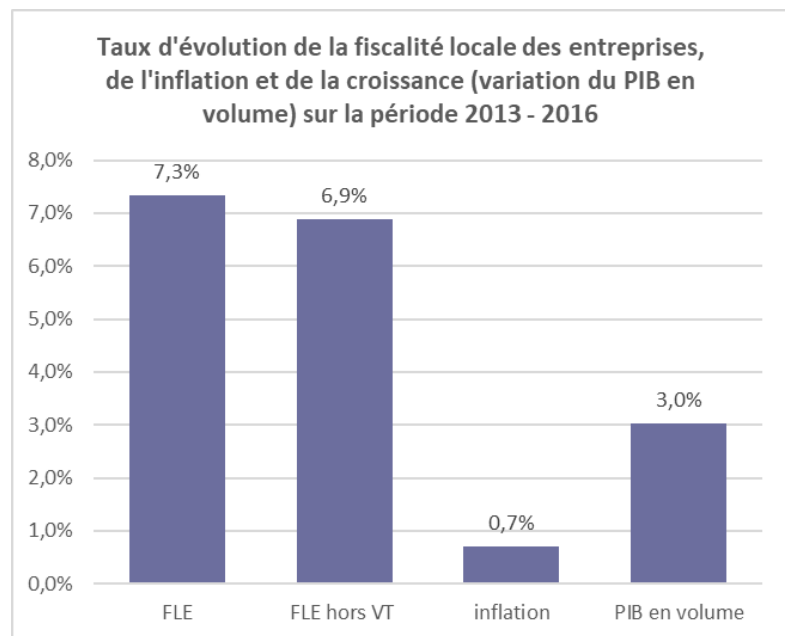


Alors que l'impôt sur les sociétés est en baisse, la fiscalité locale des entreprises a encore augmenté, représentant ainsi toujours plus que le montant d'IS en 2016.

30 milliards d'euros

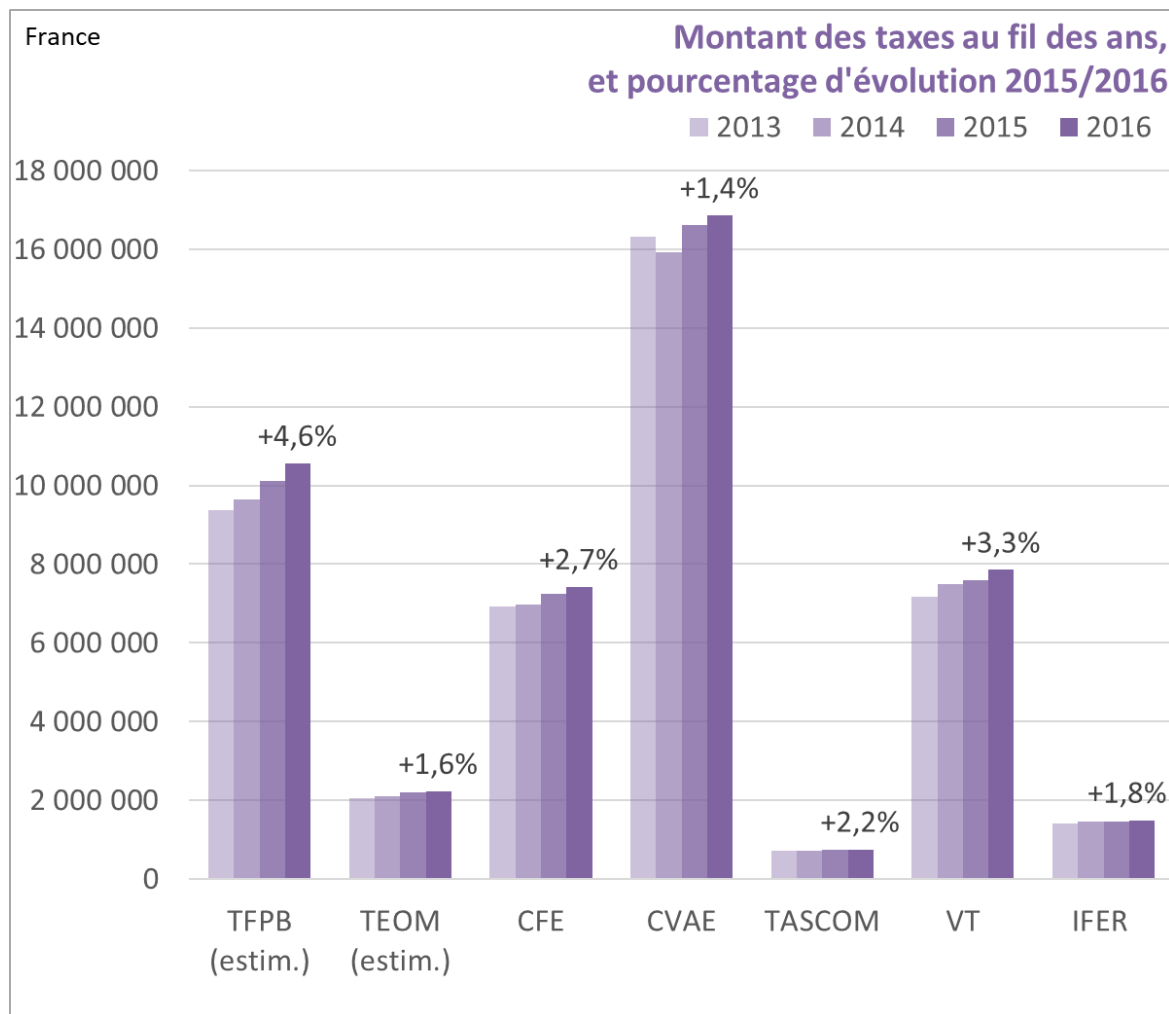
**Impôt sur les sociétés en 2016
(source : projet de loi de finances 2018)**

Une augmentation importante de la fiscalité locale des entreprises, très supérieure à l'inflation et la croissance



47,2 mds €
Montant de la fiscalité locale des entreprises en France
 (fin 2016)

Evolution sur la période 2013 – 2016 :
+ 7,3 % de fiscalité locale des entreprises
+ 0,7 % d'inflation
+ 3,0 % de croissance



Une évolution du montant total de fiscalité locale des entreprise de +2,6 % en 2015 (+2,5% hors VT).

L'Île-de-France génère près du tiers de la fiscalité locale des entreprises françaises

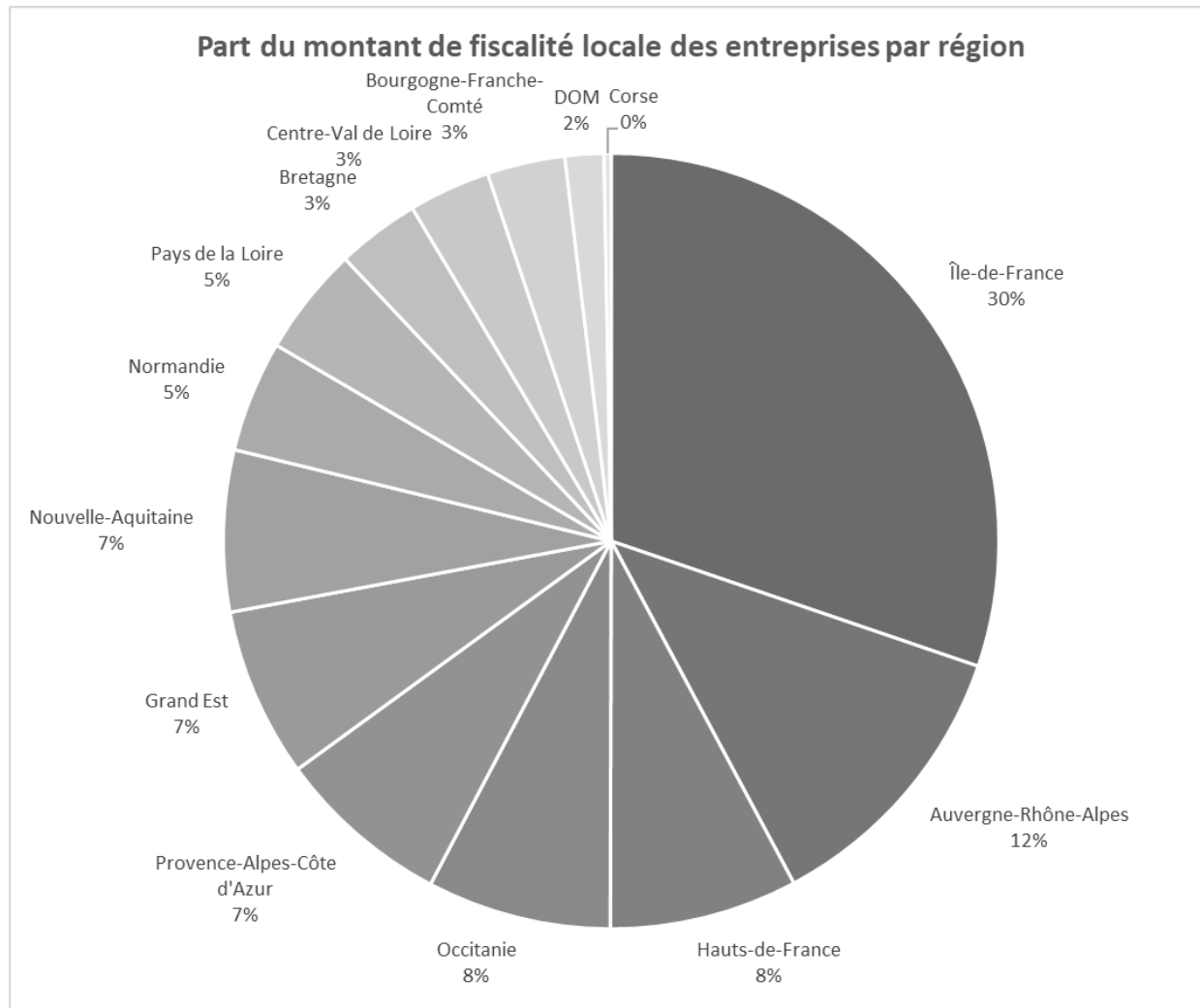
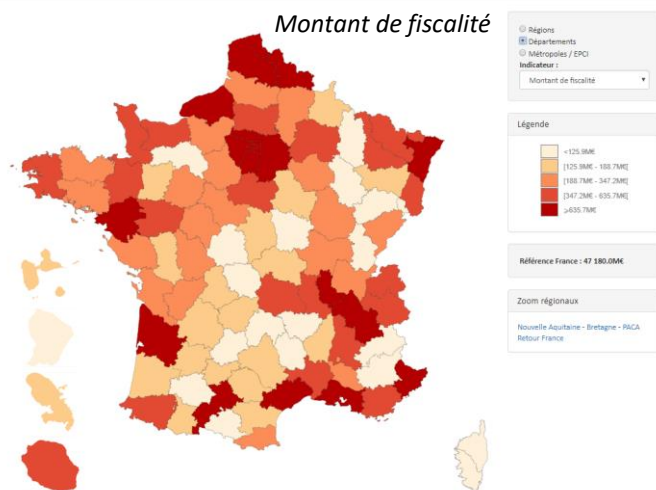
47,2 milliards d'€

Montant de la fiscalité locale des entreprises en France, y compris le Versement Transport (fin 2016)

Le camembert ci-contre représente le poids de chaque région au montant total de fiscalité des entreprises perçu sur l'ensemble de la France.

A noter pour l'Île de France : la taxe sur les locaux à usage de bureaux n'est pas prise en compte, elle est à ajouter à la fiscalité locale des entreprises. En 2015, elle s'élevait à 800 millions d'euros.

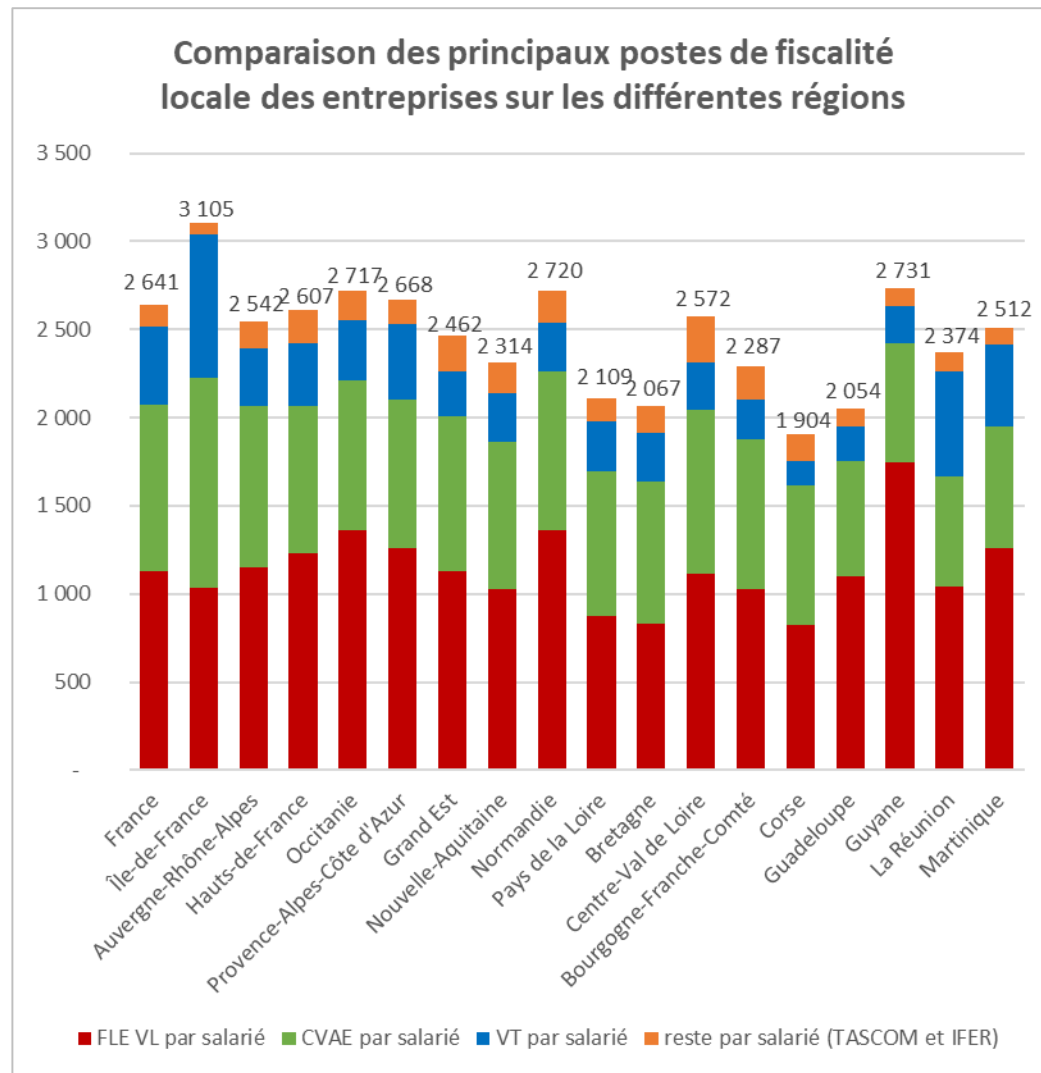
Carte de la fiscalité locale



Un poids fiscal moyen par salarié qui varie fortement selon les régions

Territoire	Fiscalité par salarié (€)
France	2 641
Île-de-France	3 105
Guyane	2 731
Normandie	2 720
Occitanie	2 717
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 668
Hauts-de-France	2 607
Centre-Val de Loire	2 572
Auvergne-Rhône-Alpes	2 542
Martinique	2 512
Grand Est	2 462
La Réunion	2 374
Nouvelle-Aquitaine	2 314
Bourgogne-Franche-Comté	2 287
Pays de la Loire	2 109
Bretagne	2 067
Guadeloupe	2 054
Corse	1 904

+ environ 180 €/salarié
de taxe sur les bureaux



Un montant moyen de 2 641 €/salarié qui a augmenté de 1,4 % en 2016

2 641 €/salarié

**Montant de la fiscalité par salarié,
y compris le versement transport
(fin 2016)**

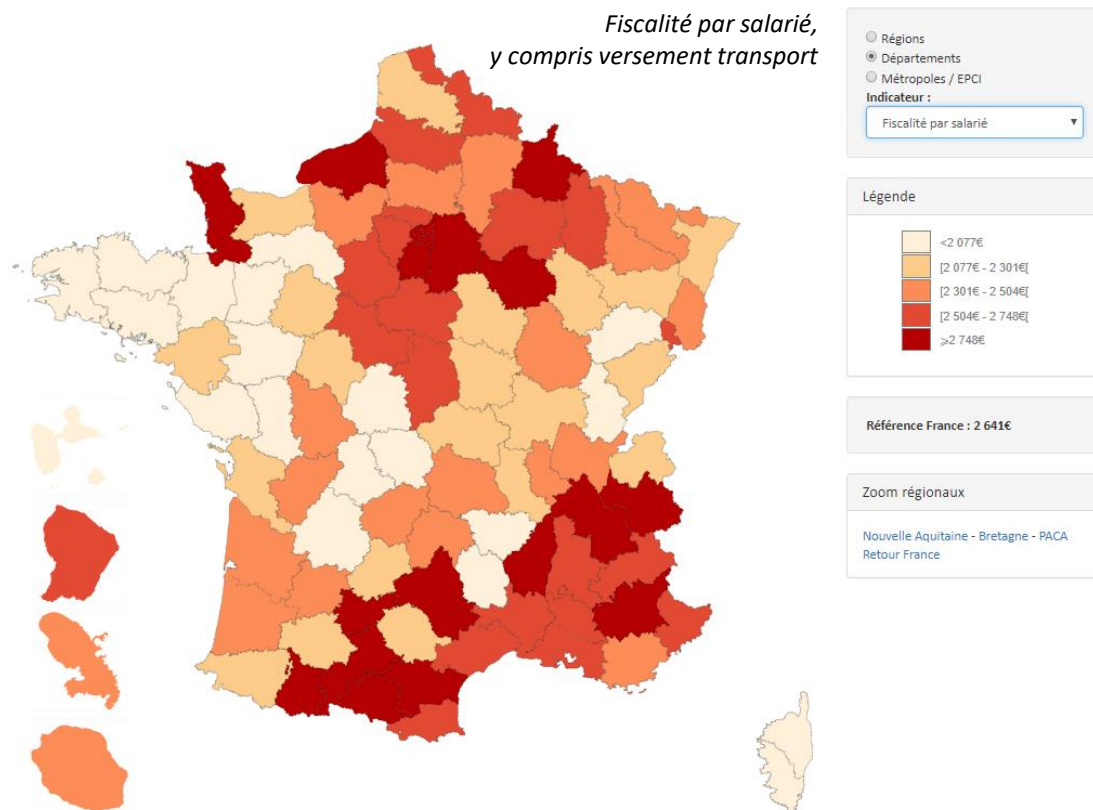
**Evolution :
+ 1,4 % en 2016**

2 202 €/salarié

**Montant de la fiscalité par salarié,
hors versement transport
(fin 2016)**

**Evolution :
+ 1,3 % en 2016**

Carte de la fiscalité locale



Entre 2013 et 2016, la fiscalité locale des entreprises n'a fait qu'augmenter, passant de 44 milliards d'euros en 2013 à 47,2 milliards d'euros en 2016, soit une hausse globale de 7,3% sur la période 2013-2016.

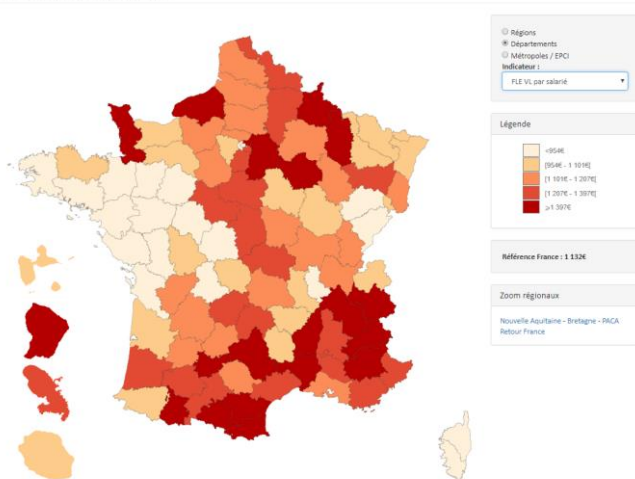
Dans le même temps, le nombre de salariés n'a que peu progressé, passant de 17,6 millions en 2013 à 17,9 millions en 2016, soit une hausse globale de 1,7% entre 2013 et 2016.

Si bien que la fiscalité par salarié a fortement augmenté : + 5,5 % entre 2013 et 2016. Elle représente en 2016 plus de 2 600 €/salarié. A titre indicatif, en 2015, le salaire net médian s'élevait à 1 797 €/mois en France (source INSEE).

Les taxes assises sur valeurs locatives, sur lesquelles les collectivités ont la main, représentent la moitié de la fiscalité locale des entreprises (hors VT)

*Fiscalité par salarié des taxes
assises sur valeurs locatives*

Carte de la fiscalité locale



1 132 €/salarié

**Montant de la fiscalité par salarié des taxes
assises sur valeurs locatives, sur lesquelles
les collectivités appliquent un taux
(fin 2016)**

Evolution :
+ 2,3 % en 2016

24,9 %

**Taux moyen pratiqué par les collectivités
pour les taxes assises sur valeurs locatives
(CFE, TFPB, TEOM)
(fin 2016)**

Evolution du taux moyen :
+ 1,7 % en 2016

Evolution des valeurs locatives CFE :
+ 2,0 % en 2016

Sur les 2 202 €/salarié de fiscalité locale des entreprises hors VT, les taxes assises sur valeurs locatives sur lesquelles les collectivités ont la main pour appliquer des taux de taxation représentent 1 132 €/salarié, soit la moitié de la fiscalité par salarié.

Il s'agit du poids des taxes CFE, TFPB et TEOM.

Plusieurs facteurs influencent ce montant : les taux pratiqués sur valeurs locatives, mais aussi les valeurs locatives elles-mêmes, qui varient beaucoup d'une région à l'autre (généralement plus élevées en milieu urbain).

La fiscalité locale des entreprises pèse 2,4% de la valeur ajoutée globale et 3,1% de la valeur ajoutée marchande

2,4 %

**Poids de la fiscalité locale des entreprises
sur la valeur ajoutée (secteurs marchands
et non marchands)
(fin 2016)**

3,1 %

**Poids de la fiscalité locale des entreprises
sur la valeur ajoutée marchande
(fin 2016)**

Versement transport compris, la fiscalité locale que payent les entreprises représente 3,1 % de la valeur ajoutée marchande qu'elles produisent, et 2,4 % de la valeur ajoutée si l'on considère les secteurs marchands et non marchands.

Cette donnée est disponible jusqu'à 2016, date de dernière consolidation des données INSEE sur la valeur ajoutée.

Pour rappel en France en 2016 :

- 47 milliards d'euros de fiscalité locale des entreprises (39 milliards d'euros hors versement transport)
- 1 992 milliards d'euros de valeur ajoutée (1 540 milliards d'euros de valeur ajoutée marchande)

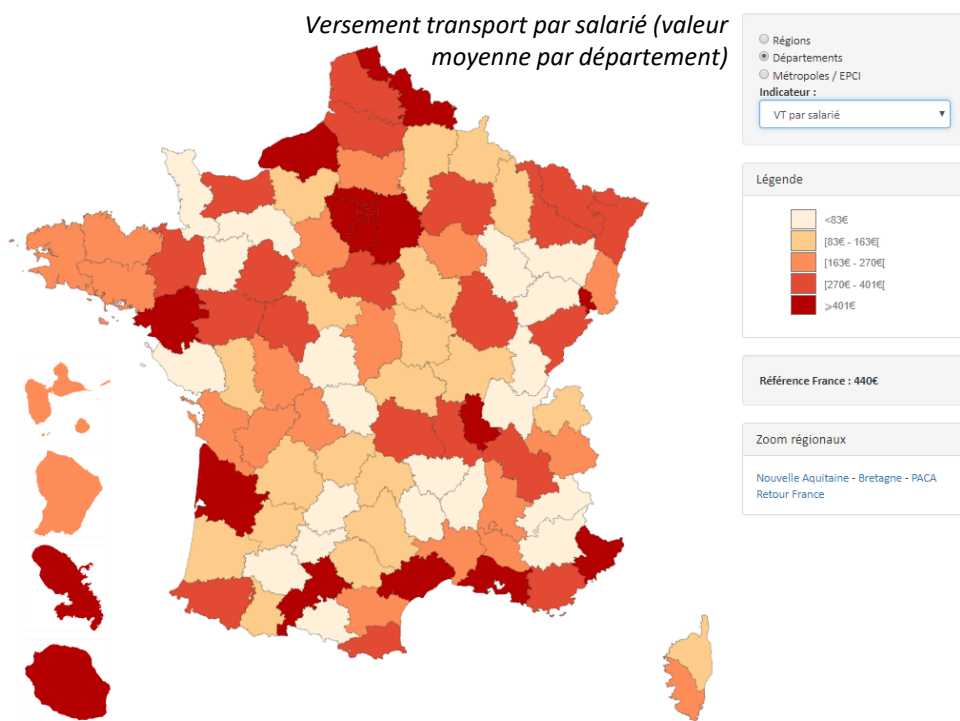
A noter pour l'Île de France : la taxe sur les locaux à usage de bureaux n'est pas prise en compte dans ce ratio, elle est à ajoutée à la fiscalité locale des entreprises. En 2015, elle s'élevait à 800 millions d'euros.

L'impact du versement transport : une taxe perçue uniquement sur les périmètres AOT (Autorité Organisatrice des Transports)

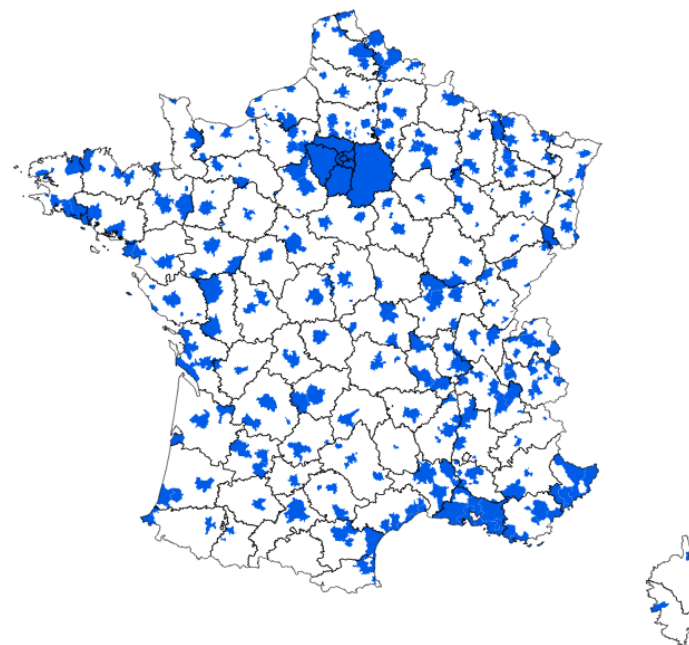
jusqu'à plus de 800 €/salarié
VT par salarié moyen pour l'Île-de-France

un impact beaucoup plus faible
sur les territoires ruraux

Carte de la fiscalité locale



Territoires sur lesquels une Autorité Organisatrice des Transports (AOT) s'applique



Les métropoles concentrent, sur 2,5% du territoire de la France métropolitaine, plus de 40% des salariés et de la fiscalité locale perçue

LES 22 MÉTROPOLES FRANÇAISES



CAP'COM Le réseau de la communication publique et territoriale

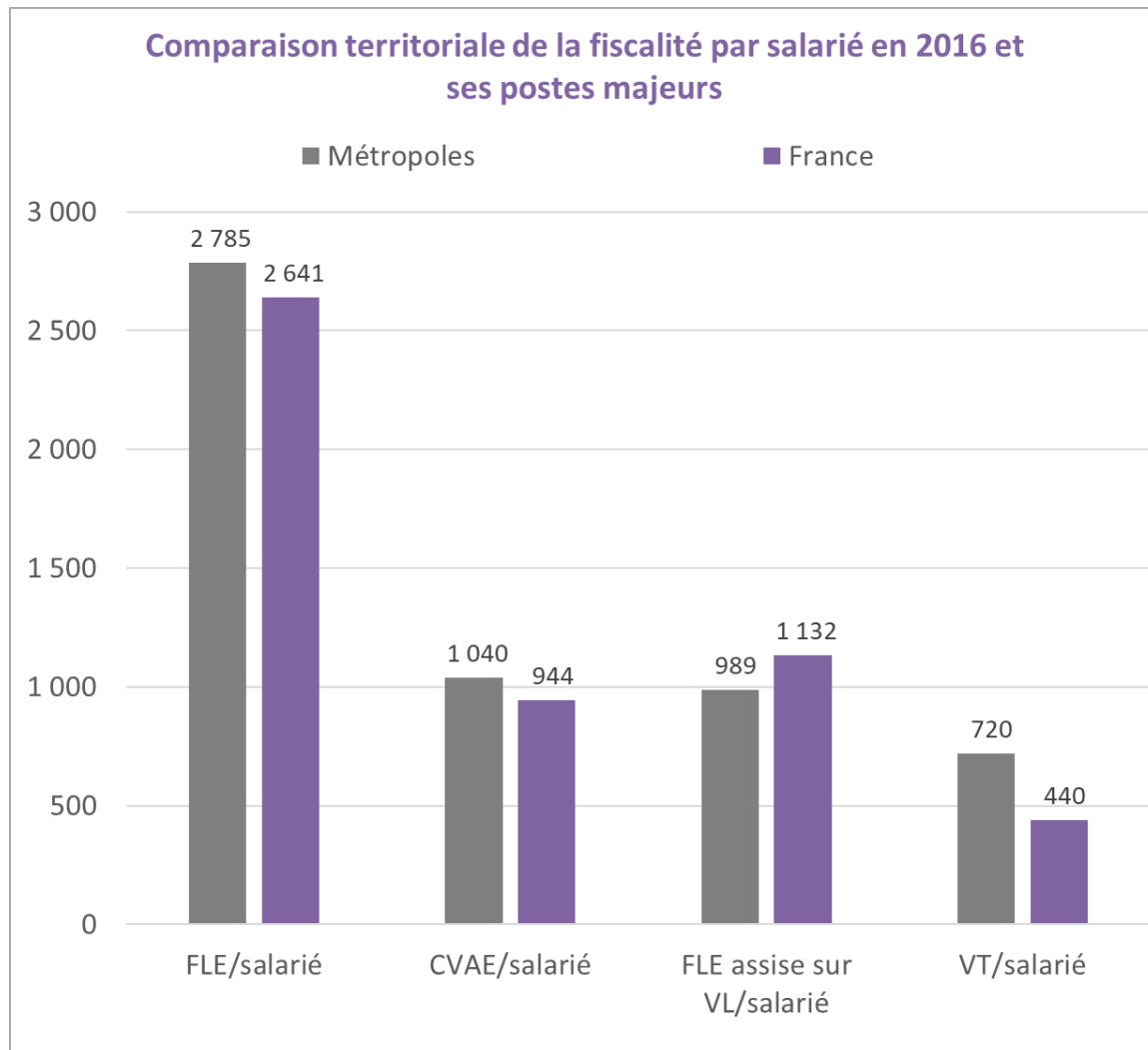
Mars 2017

	France	Métropoles
Montant de fiscalité	47,2 milliards d'€	20,7 milliards d'€ soit 44%
Salariés	17,9 millions	7,4 millions soit 42%
Superficie	551 695 km ²	13 908 km ² soit 2,5%

Les 22 métropoles françaises ne représentent que 2,5% du territoire métropolitain mais concentrent pourtant 42 % des salariés et 44 % de la fiscalité locale des entreprises perçue sur toute la France.

Territoire	Montant de fiscalité
France	47 180 M€
Métropole du Grand Paris	10 209 M€
Métropole d'Aix-Marseille-Provence	1 456 M€
Métropole de Lyon	1 409 M€
Métropole Européenne de Lille	995 M€
Toulouse Métropole	993 M€
Bordeaux Métropole	688 M€
Métropole Nantes Métropole	591 M€
EuroMétropole de Strasbourg	463 M€
Grenoble-Alpes-Métropole	417 M€
Métropole Nice Côte d'Azur	402 M€
Métropole Rouen Normandie	391 M€
Rennes Métropole	372 M€
Montpellier Méditerranée Métropole	360 M€
Saint-Etienne Métropole	276 M€
Orléans Métropole	275 M€
Clermont Auvergne Métropole	266 M€
Toulon Métropole	231 M€
Dijon Métropole	227 M€
Tours Métropole Val de Loire	215 M€
Métropole du Grand Nancy	198 M€
Metz Métropole	160 M€
Brest Métropole	141 M€

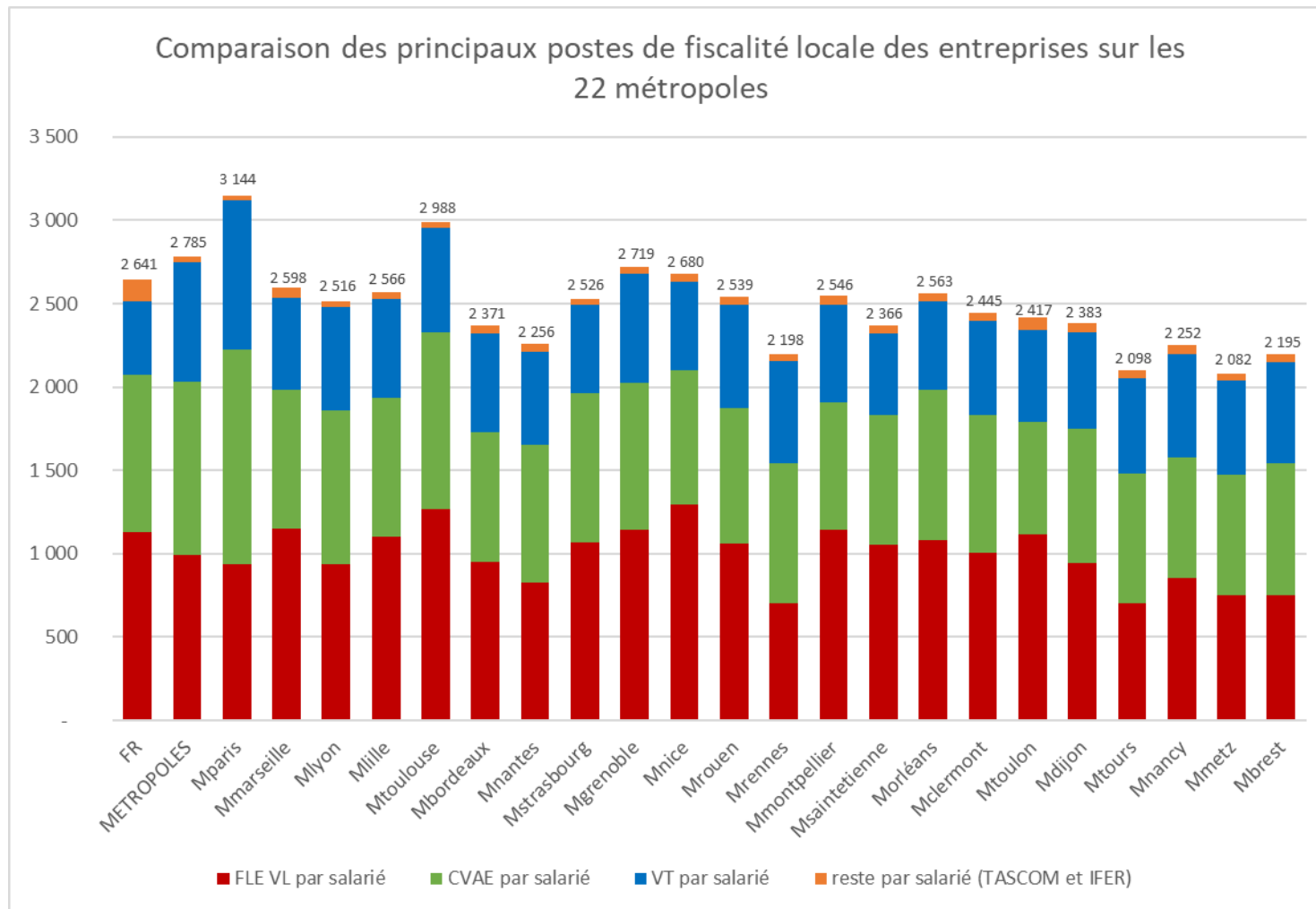
Une fiscalité par salarié légèrement supérieure sur les métropoles qu'au niveau national, qui cache des disparités dans les principaux postes de la fiscalité



Une **fiscalité par salarié légèrement supérieure** sur les métropoles qu'au niveau national, qui cache des **disparités** :

- Une **CVAE par salarié plus importante** qu'au niveau national, traduisant la part importante des entreprises des métropoles dans la production de valeur ajoutée
- Une **fiscalité des taxes assises sur valeurs locatives moins élevée** que sur l'ensemble du territoire, traduisant le fait que les territoires plus ruraux taxent davantage le foncier (poste important des recettes des collectivités)
- Un **impact beaucoup plus élevé du versement transport** sur les métropoles dont les enjeux de mobilités urbaines sont très conséquents

Une fiscalité locale des entreprises dont les principaux postes varient fortement selon les territoires



La comparaison France/Métropoles présentée en page précédente ne dispense pas de descendre à une échelle d'analyse plus fine.

Ainsi la comparaison des 22 métropoles entre elles montre-t-elle des disparités territoriales importantes quant aux principaux postes de la fiscalité locale des entreprises.

Au final, **le poids très important de la Métropole du Grand Paris** (la moitié de la fiscalité des métropoles) **tend à maximiser la fiscalité par salarié globale sur l'ensemble des 22 métropoles**, mais **nombre d'entre elles ont pourtant une fiscalité par salarié individuelle moins élevée qu'au niveau national**.

1. Rappel de la démarche
2. Les taxes prises en compte dans le baromètre de la fiscalité locale des entreprises
3. Principaux résultats au niveau national
4. Conclusions et perspectives
5. Annexes

En synthèse : quels constats, quelles conclusions, quelles perspectives ?

Une fiscalité qui pèse fortement

- **2641 €/salarié** en moyenne sur la France
- Une fiscalité locale des entreprises qui pèse **plus que l'impôt sur les sociétés**
- Une **augmentation** supérieure à celle de la croissance ou l'inflation

Une fiscalité complexe, illisible et chronophage

- **Complexité des modes de calcul** : diversité des assiettes d'imposition et des taux pratiqués
- **Multiplicité des collectivités récipiendaires**
- **Multiplés taxes et déclarations**
- **Exceptions et exonérations**

⇒ **Simplifier, clarifier et renforcer la transparence**

⇒ **Encadrer** : stabiliser la fiscalité locale, qui a baissé sous l'effet de la réforme de la taxe professionnelle pour repartir aussitôt à la hausse

Vers une poursuite de l'augmentation de la fiscalité locale des entreprises ?

- Des **augmentations constatées** ces dernières années **supérieures à celles de la croissance et de l'inflation**
- La fiscalité locale pourrait continuer à connaître un mouvement haussier :
 - **Suppression programmée de la taxe d'habitation** : un risque de voir augmenter la fiscalité des entreprises pour « compenser » les recettes des collectivités amenées à baisser si la TH est supprimée en partie
 - **Révision des valeurs locatives des locaux professionnels** à partir du 1^{er} janvier 2017 : elle peut constituer un levier d'augmentation des taxes assises sur valeurs locatives
 - **Tarissement des sources de financement des collectivités** (en dehors de la fiscalité) : l'augmentation des taux peut constituer une variable d'ajustement pour les collectivités, pour augmenter leurs recettes

Un outil en ligne pour consulter le baromètre de la fiscalité locale des entreprises

<http://www.barometrefiscalite.fr>

Baromètre de la fiscalité locale des entreprises

Accueil

Carte de la fiscalité locale

Fiches de synthèse

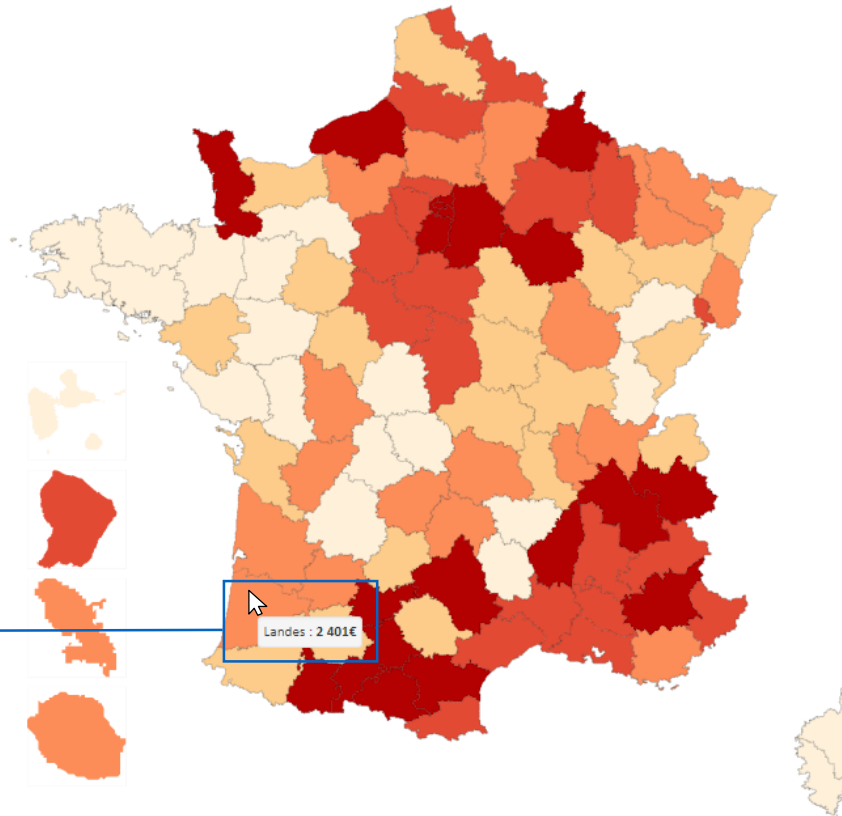
Enseignements

Méthode

Glossaire

Accès aux onglets Accueil, Fiches de synthèse, Enseignements, Méthode et Glossaire

Carte de la fiscalité locale

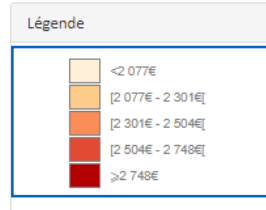


☐ Régions
☒ Départements
☐ Métropoles / EPCI

Indicateur :
Fiscalité par salarié

Choix de l'échelon territorial d'analyse

Choix de l'indicateur à afficher sur la carte



Légende :
fourchettes de valeurs par couleur

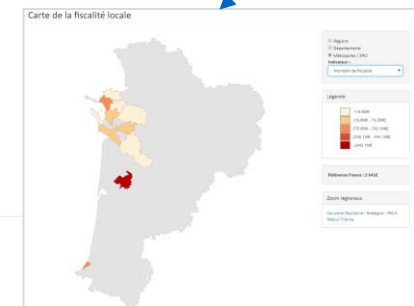
Référence France : 2 641€

Rappel de la valeur au niveau national

Zoom régionaux
Nouvelle Aquitaine - Bretagne - PACA
Retour France

Accès aux zooms EPCI sur certaines régions et retour à la carte de France

Affichage de la valeur lorsqu'on déplace le curseur



Etude et site réalisés par Modaal | mentions légales

1. Rappel de la démarche
2. Les taxes prises en compte dans le baromètre de la fiscalité locale des entreprises
3. Principaux résultats au niveau national
4. Conclusions et perspectives
5. Annexes

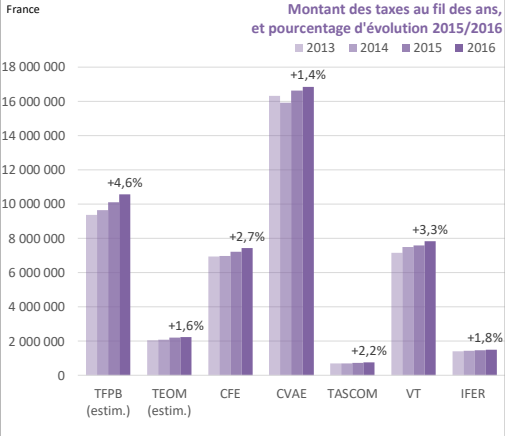
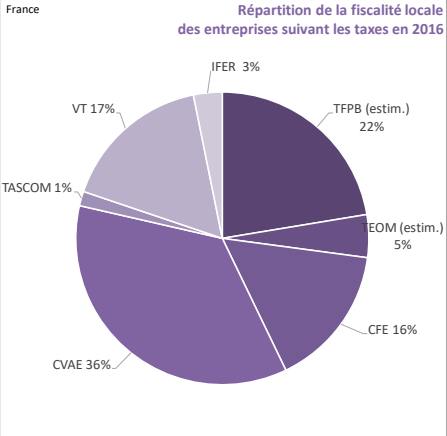
Fiche de synthèse au niveau national

Territoire : France	Territoire étudié	Territoire de référence 1	Territoire de référence 2	Territoire de référence 3
Comparaisons territoriales	France			

NB : Les données IFR sont complètes au niveau national, cependant aux échelons inférieurs certaines données ne sont pas prises en compte notamment du fait du secret statistique. Plus l'échelon d'analyse est précis et plus les données IFR sont partielles.

Montant de fiscalité	FLE 2016 (en k€)	47 179 997			
Evolution du montant	Evolution 2015/2016 du montant de FLE	2,6%			
	Evolution 2014/2016 du montant de FLE	6,5%			
Fiscalité par salarié	FLE/salarié 2016 (en €)	2 641			
Evolution de la fiscalité par salarié	Evolution 2015/2016 de la FLE/salarié	1,4%			
	Evolution 2014/2016 de la FLE/salarié	4,6%			
CVAE par salarié	CVAE/salarié 2016 (en €)	944			
Taxes assises sur valeurs locales	Taux moyen pratiqué sur VL 2016	24,9%			
	FLE/salarié assise sur VL 2016 (en €)	1 132			
Versement transport	Montant de VT 2016 (en k€)	7 852 540			
	VT/salarié 2016 (en €)	440			
Montant de VT total perçu par les différentes AOT, ramené au nombre de salariés de la France entière			Montant de versement transport total perçu par les différentes AOT du territoire, ramené à l'ensemble des salariés du territoire (et non pas aux salariés des périmètres AOT seulement). Ce montant est indicatif et permet une comparaison sans être représentatif de la dispersion territoriale (pas de VT hors périmètres AOT, et VT plus ou moins important selon les taux pratiqués sur les périmètres AOT).		

Glossaire			
AOT	Autorité organisatrice des transports	TEOM	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères
CFE	Cotisation foncière des entreprises	TASCOM	Taxe sur les surfaces commerciales
CVAE	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	TFPB	Taxe foncière sur les propriétés bâties
FLE	Fiscalité locale des entreprises	VL	Valeurs locales
IFER	Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux	VT	Versement transport



France	Tableau de bord
--------	-----------------

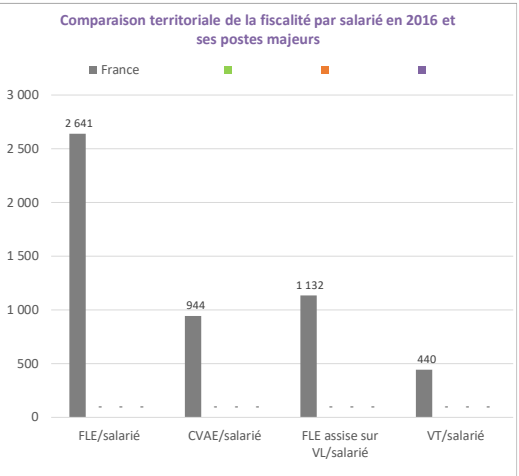
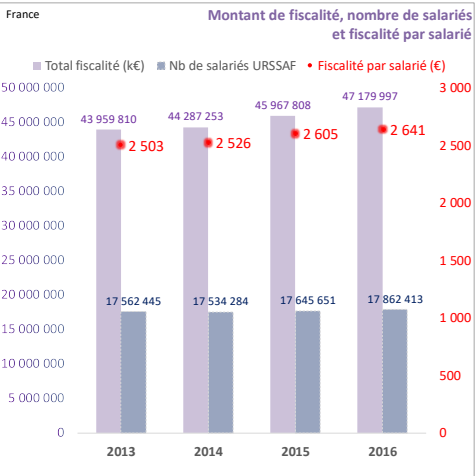


Document réalisé par le cabinet Modaal pour le MEDEF

Données de base	2013	2014	2015	2016	14/15	15/16	14/16
Valeur locative TF (estimation)	26 685 618	27 419 337	28 328 025	28 794 539	+3,3%	+1,6%	+5,0%
Valeur locative CFE	26 993 351	27 068 661	27 876 774	28 428 524	+3,0%	+2,0%	+5,0%
Valeur locative TEOM	22 232 686	22 672 498	23 649 628	24 075 926	+4,3%	+1,8%	+6,2%
Taux moyen taxe foncière	35,1%	35,2%	35,7%	36,7%	+1,3%	+2,9%	+4,2%
Taux moyen CFE	25,7%	25,8%	26,0%	26,1%	+0,7%	+0,7%	+1,4%
Taux moyen TEOM	9,2%	9,2%	9,3%	9,3%	+0,5%	-0,2%	+0,3%
Taux moyen (TF, CFE, TEOM)	24,2%	24,3%	24,5%	24,9%	+0,8%	+1,7%	+2,5%

Rubriques de fiscalité locale	2013	2014	2015	2016	14/15	15/16	14/16
TFPB (estim.)	9 365 788	9 653 764	10 103 907	10 564 268	+4,7%	+4,6%	+9,4%
TEOM (estim.)	2 052 077	2 092 672	2 194 685	2 229 189	+4,9%	+1,6%	+6,5%
CFE	6 934 658	6 973 859	7 234 277	7 426 000	+3,7%	+2,7%	+6,5%
CVAE	16 322 556	15 917 229	16 626 868	16 861 000	+4,5%	+1,4%	+5,9%
TASCOM	707 517	712 194	737 098	753 000	+3,5%	+2,2%	+5,7%
VT	7 164 979	7 490 409	7 603 492	7 852 540	+1,5%	+3,3%	+4,8%
IFER	1 412 235	1 447 126	1 467 481	1 494 000	+1,4%	+1,8%	+3,2%
Total fiscalité (k€)	43 959 810	44 287 253	45 967 808	47 179 997	+3,8%	+2,6%	+6,5%

Données complémentaires	2013	2014	2015	2016	14/15	15/16	14/16
Nb de salariés URSSAF	17 562 445	17 534 284	17 645 651	17 862 413	+0,6%	+1,2%	+1,9%
Nb établissements avec salariés	1 805 051	1 802 798	1 805 307	1 807 619	+0,1%	+0,1%	+0,3%
Fiscalité par salarié (€)	2 503	2 526	2 605	2 641	+3,1%	+1,4%	+4,6%



Méthode de traitement des données pour cette nouvelle édition du baromètre

Les **données fiscales 2016** sont issues des fichiers de recensement des éléments d'imposition à la fiscalité directe locale (**REI**) fournies par l'**administration fiscale**. Détaillant l'ensemble des données de fiscalité directe locale au niveau communal, ces fichiers souffrent cependant, en l'application des **règles du secret statistique**, de certains **biais** (indisponibilité de certaines données), **non présents lors des précédentes éditions du baromètre basées sur l'exploitation des états 1389**.

Afin d'**assurer la continuité des données**, les données fiscales 2016 ont ainsi été calculées à partir des données 2015 ressortant du dernier baromètre, auxquelles ont été appliquées, pour chacun des niveaux territoriaux étudiés, les **taux d'évolution constatés** entre les données fiscales 2015 et 2016 issues des fichiers de recensement des éléments d'imposition à la fiscalité directe locale.

Il est à noter que cet **impact lié au secret statistique** est particulièrement notable sur les **IFER** et la **TASCOM**, taxes très ciblées et représentant des montants limités. Les évolutions observées sur ces taxes sont donc à prendre avec une certaine précaution.

Méthodologie, sources et retraitement des données

- Les données fiscales sont issues de l'**administration fiscale** : données REI pour 2016 et état 1389, état 1253/1259 (compensation relais TP) pour les années antérieures.
- La **taxe foncière sur les propriétés bâties** pesant sur les entreprises a été approchée (les bases ne distinguant pas les parts relatives des personnes privées et des entreprises) : estimation de la base des entreprises par déduction (en déduisant la part des bases correspondant à la taxe d'habitation).
- La même démarche a été adoptée pour la **taxe d'enlèvement des ordures ménagères** (TEOM).
- Certaines taxes donnent lieu à **dégrèvement** (CVAE). L'affectation de ces dégrèvements n'étant pas connue sur les différentes échelles retenues pour le baromètre (départements, intercommunalités), le montant de fiscalité locale retenue intègre ces dégrèvements. Ce qui veut dire que les montants affichés reflètent ce qui est effectivement perçu par les collectivités territoriales.
- La taxe **versement transport** qui est appliquée sur les territoires dotés d'autorité organisatrice du transport (AOT) et dont l'impact peut être très fort (jusqu'à 2,85% de la masse salariale des entreprises d'au moins 11 salariés pour l'année 2016) a été prise en compte **par rapport au département de rattachement de l'AOT**. Si une AOT est présente sur deux départements, le montant de VT est rattaché au département de référence.
- S'agissant de **l'indice des taux appliqués aux valeurs locatives** pour la CFE, TFPB et la TEOM, il convient de noter qu'un abattement de 30% est appliqué sur les valeurs locatives des immobilisations industrielles. Si l'indice est bien pertinent pour comparer les politiques des territoires, il ne peut être utilisé tel quel pour identifier le montant de fiscalité portant sur les valeurs locatives.
- Les données relatives à l'imposition **IFER** sont incomplètes pour la déclinaison infrarégionale (et pour certaines natures d'IFER). Au niveau départemental, l'IFER est disponible hors part régionale.

Méthodologie, sources et retraitement des données

- Les effectifs **salariés** sont issus des bases **ACOSS-URSSAF** (outil SEQUOIA). Par emploi salarié, on entend le titulaire d'un contrat de travail au dernier jour de la période, quelle que soit la durée de ce travail (sont exclus les intérimaires, les stagiaires, les VRP, les employés au service particuliers). Le champ couvre l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel qui comprend tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande (établissements d'enseignement relevant de l'Etat ou des collectivités territoriales), la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile. La limite suivante est à prendre en considération s'agissant du nombre de salariés : un salarié qui effectue deux mi-temps dans deux établissements différents est donc dénombré deux fois.
- La **valeur ajoutée** correspond au solde du compte de production des secteurs marchand et non marchand. Elle est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire (définition de l'INSEE). La valeur ajoutée utilisée pour la production de l'indicateur est issue de l'INSEE pour l'année 2016.
- Le montant de la **taxe sur les bureaux**, spécifique à l'Île-de-France, a été identifié sur l'année 2015 (source DGFIP). Il correspond au montant prélevé (et non à la seule part revenant à la région) sur les entreprises pour les « stocks » de bureaux et non pour les bureaux construits.